

Ici, à 30 kilomètres de Kibuye, les soldats français, rassemblés autour de ce jeune garçon, viennent apporter à la population nourriture et premiers soins.

Au Rwanda, face aux centaines de milliers de réfugiés **Opération biscuits à Bisesero**

Le soir tombait sur la colline de Bisesero. Dans le ciel, un hélicoptère descendait doucement à la lueur de son phare. Au sol, les hommes des commandos de marine avaient allumé un fumigène vert pour guider l'appareil. Les Tutsis, blottis les uns contre les autres, regardaient l'atterrissage en protégeant d'un rempart d'oripeaux leurs visages et leurs corps fragiles du souffle des pales... Soudain, en ce lieu désolé, à 30 kilomètres de Kibuye, l'opération Turquoise prenait un sens. Et s'effectua là le premier sauvetage massif de malheureux Rwandais menacés d'une mort immédiate, une semaine après le début de l'intervention française. Les militaires qui ont vécu ce moment ne sont pas près de l'oublier. Ils étaient une cinquantaine ce soir-là. Des soldats d'élite qui dépendent du COS, le Commande-

ment des opérations spéciales, c'est-à-dire des professionnels qui agissent habituellement sur des terrains dont on sait peu de choses... Ces hommes-là sont des précurseurs. Ils sont toujours devant et parfois même de l'autre côté des lignes qui leur font face. Ce sont des militaires surentraînés, sans états d'âme quand il s'agit de faire la guerre.

Mais à Bisesero, les forces spéciales ont posé leurs fusils et sorti des biscuits protéinés pour les affamés de la colline. Un gendarme du GIGN, au treillis orné d'un insigne rwandais - trace d'anciennes missions, harnaché comme pour un assaut contre un forcené, avec pistolet, fusil-mitrailleur et grenade -, a pris... un gant de chirurgie. Il l'a rempli de lait. Il s'est agenouillé devant une femme sans âge, une Tutsi mère d'une enfant de trois jours, affa-

mée et incapable de nourrir son bébé. Et le gendarme a glissé le doigt du gant dans les lèvres du nourrisson.

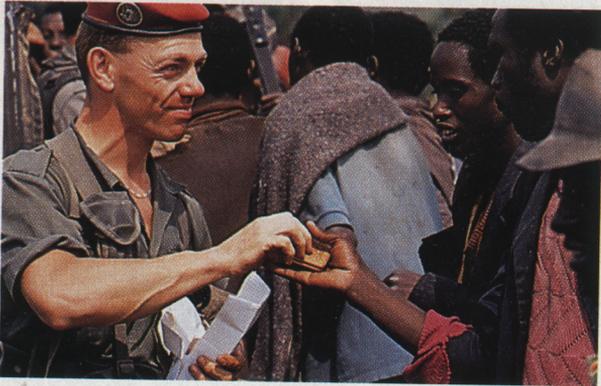
Pendant ce temps, d'autres Tutsis sont sortis des fourrés pour se mettre sous la protection des soldats français. Les militaires ont posté des mitrailleuses et des tireurs d'élite face aux villageois hutus, qui regardaient, armes à la main, leurs proies en train de leur échapper. Les rotations d'hélicoptères se sont multipliées. Les commandos se sont transformés en brancardiers pour porter dans les appareils 120 blessés, les cas les plus graves.

Vint le tour d'Eugénie, cinq ans. Elle ne disait rien, pas une plainte. Un soldat lui donna un biscuit, qu'elle se mit à grignoter. Un infirmier lui badigeonna de désinfectant l'extrémité du bras gauche. Car Eugénie n'a plus de

main. Tranchée d'un coup de machette en avril.

Le lendemain, lorsque le Régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) a pris la relève des commandos, 939 Tutsis étaient en sécurité à l'intérieur du cercle formé par les Français. Ils étaient 8 000 dans le secteur avant les massacres. Ils sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui.

Une semaine plus tard, à Goma, de l'autre côté du lac Kivu, au Zaïre, Eugénie a retrouvé le sourire. Dans la tente réservée aux enfants de l'antenne chirurgicale parachutiste, elle est installée sur un lit picot. Elle n'a plus sur le corps le morceau de toile infesté de puces qui lui servait de vêtement. On lui a trouvé une chemise rose et un pull de laine blanche. Les médecins ont recoupé son bras de quelques centimètres, au-dessus de l'infection. ➤



Kiley/Sigma

Du militaire à l'humanitaire, il n'y a qu'un pas...

➤ Soixante-trois rescapés de l'enfer de Bisesero comme Eugénie ont été opérés en une semaine. Aucun n'est mort. Les Français en sont fiers. Un peu partout dans la zone de sécurité qu'ils ont dessinée autour des trois préfectures du sud-ouest du Rwanda, ils ont accompli, avec un plaisir affiché, leur mission de saint-bernard des Mille Collines. Comme à la paroisse de Rutsiro, au nord de Kibuye. C'est là qu'une patrouille du RICM est allée chercher, à deux heures du matin, dix Tutsis cachés dans le presbytère

de Gabriel Maindrion, un prêtre français installé au Rwanda depuis trente-cinq ans. Pour faire plus et mieux, le colonel Patrice Sartre, qui commande le RICM, a eu l'idée de distribuer des tracts à la sortie des églises. «*Nous sommes là dans un but humanitaire, pour aider toute personne sans discrimination*», dit le texte,

«*que tous ceux qui ressentent le besoin d'être protégés se fassent connaître. Les populations se doivent d'aider les opprimés, d'en informer les militaires, qui viendront les chercher.*» C'est alors qu'Immaculée et ses deux petites filles, en retard au rendez-vous avec les soldats français, sont arrivées escortées par cinq Hutus armés de machettes, qui les cachaient depuis des semaines. Image d'un tout petit armistice inattendu, au bout de jours d'enfer.

PHILIPPE CHAFFANJON,
ENVOYÉ SPÉCIAL DE RTL ■

500 Casques bleus pour relever les Français

En se rendant lundi dernier au siège des Nations unies à New York, Edouard Balladur et Alain Juppé avaient deux objectifs. D'abord, obtenir que les Casques bleus promis par l'Onu arrivent au plus vite au Rwanda pour prendre la relève des soldats français de l'opération Turquoise. Ensuite, appeler à une mobilisation internationale pour faire face à la catastrophe humanitaire dans laquelle sombre l'ancienne colonie belge. Seront-ils entendus ? Pour l'instant, seuls cinq cents Casques bleus sont acquis. Il est donc probable que les 2 500 Français ne pourront pas partir comme prévu le 31 juillet.

Seront-ils capables de faire face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés hutus qui fuient devant l'avance victorieuse des rebelles tutsis venus de l'Ouganda ? Jusqu'à présent, les forces françaises contrôlent

la zone humanitaire de sécurité qu'elles ont instaurée. 500 000 personnes y survivent. Mais on estime que 1,5 million de civils hutus déplacés se trouvent acculés dans la zone encore tenue par les gouvernementaux, en passe de se rendre aux vainqueurs ou de s'enfuir au Zaïre. Il s'agit aujourd'hui de nourrir, de soigner, de protéger cette population en grand péril et qui redoute les représailles des Tutsis.

Ces derniers, dont les frères ont été victimes d'affreux massacres, ont promis de n'arrêter et de juger que les responsables du génocide. Mais leurs chefs se feront-ils obéir ? Ils ont pratiquement gagné la guerre déclenchée le 6 avril et se déclarent prêts à former un gouvernement d'union nationale avec un Premier ministre hutu, un modéré qui appelle à la réconciliation.

J.-P. C.

Après le Le n

Quelle meilleure occasion de discuter du prix de la paix que la recherche de Secoué, révolté même, par le délabrement de Jéricho qu'il a constaté. Yasser Arafat est venu à Paris, résolu que jamais à l'initiative internationale française ne soit prise de responsabilité vis-à-vis de l'Israélo-palestinien. «*Il n'est pas admissible, a-t-il insisté à l'issue de la conférence, que notre peuple paye seul le prix de la paix alors que nos voisins en cueillent le fruit.*»



Le chef de l'OLP de retour à Paris